

J'agis pour Tran Thi Nga

Tran Thi Nga est une défenseure des droits humains vietnamienne, condamnée en 2017 à une peine de neuf ans de prison. Sa détention, en plus de la priver de ses deux jeunes fils, l'affaiblit physiquement et psychologiquement de jour en jour. L'ACAT la soutient dans son combat pour la liberté !



Issue d'une famille modeste, Tran Thi Nga a quitté son pays natal pour travailler à Taïwan et subvenir aux besoins de sa famille. Là-bas, face aux violations multiples des droits des travailleurs immigrés, elle a forgé son engagement en faveur des droits humains. De retour au Vietnam, elle lutte sans relâche contre la traite d'êtres humains, les violences faites aux femmes et les expropriations de terre.

Son engagement n'a jamais failli malgré les nombreuses intimidations et agressions qu'elle a subies. Le 25 juillet 2017, elle est finalement condamnée à 9 ans de prison pour violation de l'article 88 du code pénal relatif à la propagande anti-État, un chef d'accusation régulièrement utilisé pour museler les voix indépendantes. Depuis, la répression se poursuit à l'intérieur même de la prison de Gia Trung, où elle est incarcérée. Cet été, ses conditions de détention se sont aggravées lorsque sa codétenue l'a battue et menacée de mort. D'autres prisonnières de conscience ont dû cohabiter avec cette personne, connue pour être particulièrement violente : ce procédé n'est donc pas isolé. Souvent, les gardiens sont de mèche avec certains détenus afin qu'ils exercent une pression psychologique et physique sur les défenseurs emprisonnés.

L'isolement familial comme arme de déstabilisation

En mars 2018, Nga a été transférée du jour au lendemain dans une prison située à 1000km de sa famille. Courageuse et tenace, elle n'a jamais avoué sa culpabilité. Dès lors, elle est soumise à un

traitement plus strict encore que les autres détenus. En 18 mois de détention, elle n'a eu droit qu'à une seule visite : celle de son compagnon. Elle n'a pas pu voir ses fils de 6 et 8 ans, véritable traumatisme pour les deux enfants brusquement privés de leur mère. Nga n'a été autorisée à leur téléphoner qu'après 16 mois de détention. Pendant ses appels, elle n'a d'ailleurs aucune intimité : sur écoute, elle ne peut se confier à ses interlocuteurs. Lorsqu'elle dénonçait à son compagnon en août 2018, les violences subies au sein même de sa cellule, leur conversation avait été brusquement coupée.

Cet isolement vise à épuiser les dernières forces de Nga, à la couper de ses réseaux de soutien. Ensemble, opposons-nous à la répression opérée par le gouvernement vietnamien, écrivons pour réclamer sa libération !

Agissez en téléchargeant [notre lettre d'intervention](#) !

.....
.....
.....
France

M. Tô Lâm
Ministre de la Sécurité publique du Vietnam
44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District
Hà Nội
VIET-NAM

A, le/...../2018

Monsieur le Ministre,

Tran Thi Nga purge actuellement une peine de neuf ans à la prison de Gia Trung, confirmée en appel en décembre 2017.

L'été dernier, elle révélait avoir été battue et menacée de mort par sa co-détenue. Bien que les autorités pénitentiaires aient été alertées, aucune mesure n'a été mise en place pour la protéger. Depuis son arrestation, ses droits de visite sont arbitrairement restreints. Elle n'a été autorisée à joindre sa famille par téléphone qu'en juin 2018, après 16 mois de silence.

Dans ces circonstances, je vous exhorte à bien vouloir :

- libérer Tran Thi Nga immédiatement et sans condition, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé, sans violence, son droit à la liberté d'expression ;
- garantir qu'elle ne soit pas torturée ou maltraitée et qu'elle puisse communiquer avec ses proches.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération.